

SOUS EMBARGO JUSQU'À
16 H LE 26 AOÛT 1980

VÉRIFIER AU MOMENT DU DISCOURS



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR LE DISCOURS DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA,
MARK MACGUIGAN,
À LA ONZIÈME SESSION SPÉCIALE
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
NATIONS UNIES,
NEW YORK, LE 26 AOÛT 1980

"LE DÉVELOPPEMENT: RECHERCHE
D'UN AVENIR À L'ÉCHELLE
PLANÉTAIRE"

(TRADUCTION)

Nous sommes réunis ici pour examiner notre avenir - non seulement l'avenir du monde en développement, mais aussi l'avenir de tous, pays développés et en développement. Il ne saura y avoir de paix véritable dans le monde tant et aussi longtemps que près d'un milliard de personnes vivront dans le marasme de la pauvreté absolue. Il ne saura y avoir de stabilité durable tant et aussi longtemps qu'un si grand nombre de nations demeureront dangereusement vulnérables à l'incertitude économique. Il ne saura y avoir de sécurité significative tant et aussi longtemps que les pays démunis demeureront incapables de combler les aspirations de développement de leurs populations.

Nous devons reconnaître en toute sincérité que nous nous sommes trop souvent laissés prendre, comme gouvernements, par les difficultés à court terme de nos situations politiques et économiques respectives, au détriment d'objectifs globaux à plus long terme. Trop d'entre nous ont perçu le développement international comme une simple question de charité, plutôt que de reconnaître que le progrès et l'amélioration des conditions dans une partie de ce monde interdépendant profitent à tous.

Ainsi, l'adaptation du système mondial d'échanges et de paiements de façon à promouvoir l'accélération de la croissance dans les pays en développement est à l'avantage de la communauté mondiale. Toute tentative visant à préserver des privilèges bien enracinés constitue de loin l'approche la plus coûteuse, exception faite du très court terme, car elle ne ferait qu'ajouter à nos problèmes pour l'avenir et alimenterait l'insécurité et l'instabilité.

Je me propose de faire preuve de cette sincérité à laquelle je viens de faire allusion, non seulement au nom des Canadiens que je représente, mais aussi à leur endroit.

Les circonstances entourant la tenue de la présente session extraordinaire diffèrent de celles qui avaient cours il y a cinq ans, alors que les participants à la septième session extraordinaire s'entendaient sur des objectifs globaux aussi importants que le commerce, le transfert des ressources, la technologie et l'alimentation. À l'époque, nous croyions que nous étions davantage sensibilisés aux problèmes des pays en développement et à notre interdépendance en tant que nations. Dans l'intervalle, nous n'avons toutefois que peu progressé dans la réalisation de nos objectifs et dans la solution des problèmes posés par les rapports Nord-Sud. Un certain nombre d'explications ont été avancées pour justifier cette inaction relative; d'aucunes sont valables, d'autres sont spécieuses.

Dans certains pays industrialisés, par exemple, on a jeté le blâme sur la récession économique et l'inflation. Cette excuse, toutefois, fait fi de certaines vérités plutôt fondamentales. Il nous faut reconnaître que, si tous les pays industrialisés ont été aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, il en est qui n'ont pas négligé leurs obligations envers le monde en développement. L'excuse en question néglige en outre la possibilité que notre échec à parvenir à un développement global plus équilibré ait renforcé dans une bonne mesure les facteurs qui ont nourri la récession.

Par ailleurs, nous attendons toujours des preuves tangibles de l'intérêt que les pays du bloc de l'Est disent porter au développement du tiers monde. Leurs excuses sonnent faux.

On a prétendu que les dépenses militaires avaient empêché une intensification de l'effort de développement, ce qui montre bien l'absurdité d'une situation où les nations du monde ont consacré l'an dernier plus de 450 milliards de dollars à l'armement contre seulement 30 milliards à l'aide publique aux pays en développement.

Depuis la dernière majoration substantielle du prix du pétrole, relativement peu des recettes des pays membres de l'OPEP ont été recyclées vers les pays en développement, en dépit de l'accumulation d'excédents considérables. Nous comprenons que la hausse des coûts dans d'autres régions du globe a posé des difficultés à certains pays exportateurs de pétrole. Mais cette situation devrait faire ressortir d'autant la sagesse d'une participation accrue de l'OPEP, en tant que groupe, aux efforts en vue d'améliorer notre système financier international.

Enfin, un certain nombre de pays en développement doivent assumer eux-mêmes une part de la responsabilité. Il est difficile, pour les pays développés, de susciter le soutien du public à l'appui d'un accroissement de l'aide alors que certains pays en développement n'ont pas réussi à édifier structures et programmes qui puissent assurer une mesure adéquate de justice sociale dans la distribution des avantages qui découlent de l'aide internationale.

En toute équité, toutefois, il est également vrai que certains développements économiques et politiques ont entravé l'application des objectifs dont ont convenu pays développés et en développement il y a cinq ans. Dans le monde industrialisé, les effets combinés de la stagnation économique et de l'inflation ont persisté à un niveau que nous ne pouvions prévoir à cette époque. L'impact de cette conjoncture a porté un rude coup aux objectifs des pays en

développement, comme l'a d'ailleurs fait le fardeau de la majoration du prix pour les pays en développement importateurs de pétrole. D'autre part, tant les économies nationales que l'économie internationale ont dû absorber le coût d'exodes de plus en plus nombreux de réfugiés dans diverses parties du monde. Il eut été très difficile de prédire cette situation il y a cinq ans.

J'estime en outre que notre action a été entravée par notre recours, au sein d'instances internationales, à des méthodes peu maniables de négociation des questions complexes qui touchent au processus du développement international. À cet égard, le Canada estime que les méthodes qu'il a utilisées il y a cinq ans pour parvenir à des ententes globales générales ne sont pas nécessairement appropriées aujourd'hui. À l'époque, nous cherchions à parvenir à des ententes globales et assez généralisées sur un certain nombre de grands objectifs de politique. Aujourd'hui, nous sommes appelés à traduire ces ententes généralisées en résultats économiques concrets. Partant, il nous faut trouver des méthodes de négociation différentes - des méthodes qui tiennent compte, par exemple, des perspectives de développement des pays pris individuellement, de la situation de ces pays en tant qu'exportateurs ou importateurs d'énergie, exportateurs ou importateurs de produits manufacturés, producteurs ou consommateurs de produits de base, ainsi que des capacités diverses des pays à se suffire sur le plan alimentaire. C'est pourquoi le Canada déploiera tous les efforts au cours des négociations qui viennent pour dépasser les approches généralisées et s'attacher aux occasions spécifiques qu'offre chaque secteur à l'étude.

Comme les sujets proposés à l'ordre du jour des négociations globales ne peuvent être examinés simultanément, il est essentiel que nous choisissons les sujets les plus pressants pour les étudier en profondeur. Permettez-moi de passer brièvement en revue un certain nombre de sujets-clés.

Le plus impérieux des défis qui se posent à nous demeure le sort des plus pauvres de la Terre, près d'un milliard de personnes qui vivent au seuil de la condition humaine. La conscience internationale ne saurait ni accepter ni tolérer cette situation. Nous devons faire en sorte que ces personnes voient satisfaits leurs besoins les plus fondamentaux - la nourriture, l'abri, les soins médicaux, l'hygiène, l'eau potable, l'éducation - auxquels tout être humain est en droit de s'attendre. L'ébauche de la Stratégie de développement international établit des objectifs qualitatifs au regard de ces besoins auxquels nous souscrivons tous: prolonger l'espérance de vie, mettre fin

à l'analphabétisme, hausser les normes d'hygiène et améliorer la nutrition. L'assistance aux pays les plus pauvres doit également faire l'objet d'objectifs quantitatifs. Ils ont besoin d'aide matérielle et, par nécessité, celle-ci doit venir de pays plus riches. Pour lancer cette guerre contre la pauvreté à l'échelle mondiale, il faudra que la population soit largement consciente de la nécessité de tels objectifs - je reviendrai sur ce sujet un peu plus tard.

Pour bon nombre d'autres pays en développement, la complexité des problèmes - envisagés dans le projet d'ordre du jour des négociations globales - s'accroît de pair avec le niveau de développement. Là encore, toutefois, les propositions généralisées n'auront que peu d'impact sur les conjonctures économiques réelles. C'est pourquoi le Canada encourage le recours aux instances spécialisées compétentes du système des Nations Unies dans le cadre des négociations globales. De cette façon, nous pourrions explorer en détail les questions des échanges, du financement et de l'alimentation, de sorte que les instruments internationaux puissent servir pleinement la cause de l'aide aux pays en développement.

C'est dans les secteurs des produits de base et des matières premières que la prévisibilité prend le plus d'importance. L'établissement du Fonds commun représente une réalisation importante à cet égard, mais il ne règle pas en lui-même nos problèmes au chapitre du commerce des produits de base. Nous devons maintenant nous pencher sur les problèmes particuliers que posent individuellement les produits de base. Si la diversification industrielle peut contribuer à éviter que l'économie ne soit tributaire des recettes d'exportation d'un seul ou de quelques produits de base, le processus est néanmoins complexe et repose sur un accès plus sûr aux ressources financières, à la technologie et aux marchés ainsi que sur une gestion astucieuse des choix difficiles. Il s'agit d'un processus à long terme qui exigera des mises au point.

Au cours des cinq dernières années, l'écart dans la disponibilité du financement s'est élargi de façon dramatique et dangereuse. Plus particulièrement, la majoration du prix du pétrole a eu, sur la situation financière des pays en développement, un impact qui a entraîné des dislocations sérieuses. En pareille situation, le recyclage sans heurts des recettes pétrolières sera à l'avantage tant des importateurs que des exportateurs de pétrole. Dans le cadre de ce processus, je crois que nous devrions encourager l'adaptation des institutions de prêt internationales aux besoins des exportateurs et des importateurs de pétrole. Nous pourrions explorer de nouvelles avenues, si nécessaire. C'est ainsi que nous

pourrions envisager sérieusement de modifier le rapport entre les capitaux d'emprunts et les capitaux propres de la Banque mondiale, de manière à lui permettre de mobiliser des ressources additionnelles tout en maintenant son niveau actuel de capital.

En nous attachant à l'adaptation de ces institutions internationales aux nouveaux besoins, nous ne devrions pas pour autant négliger le rôle vital que ces institutions sont déjà en mesure de jouer. Il est encourageant de constater que le FMI participe dans une plus large mesure au processus de recyclage. Ce développement est important et pourrait devenir crucial pour tous les pays qui ont de sérieux problèmes de déficit, et plus particulièrement les pays en développement. La souplesse accrue dont le Fonds a fait montre récemment, notamment en relâchant les limites de crédit et en élargissant la période d'ajustement, est digne de mention. Ces mesures, combinées au resserrement de la coordination entre la Banque mondiale et le Fonds au chapitre des programmes destinés à aider les pays aux prises avec de sérieux problèmes de balance des paiements, sont des initiatives que le Canada cherchera à promouvoir.

Nous devons également intensifier le processus de consultation entre exportateurs et importateurs de pétrole. Nous pouvons comprendre pourquoi les pays exportateurs ne veulent pas prendre d'engagements à long terme quant aux approvisionnements pétroliers sans recevoir en contrepartie des assurances qui leur permettent de résoudre leurs propres problèmes économiques et financiers. Mais il nous faut continuer de chercher des méthodes permettant d'améliorer la prévisibilité de notre système, faute de quoi il cessera de fonctionner. Parallèlement, nous devons redoubler d'efforts dans notre recherche de sources nouvelles et alternatives d'énergie, et plus particulièrement de sources renouvelables.

L'accès aux techniques, associé au financement et aux ressources humaines, est l'un des outils fondamentaux de développement. Mais ce partage de la technologie doit s'accompagner d'une recherche d'approches davantage imaginatives. La coopération à l'échelle bilatérale, trilatérale ou régionale est prometteuse. L'expérience du Canada à cet égard peut intéresser les pays du tiers monde, puisqu'il est à la fois importateur de techniques et pays hôte de sociétés transnationales dans ce domaine. Mon pays espère que nous aurons l'occasion de faire davantage dans ce domaine par la promotion de coentreprises avec les pays en

développement, coentreprises qui privilégieraient l'association de la technologie et de la mise en valeur des ressources des économies en développement.

L'accès aux marchés revêt une grande importance pour les pays en développement. Nous espérons que ces pays sauront mieux mettre à profit les avantages issus des négociations commerciales du Tokyo Round. Parallèlement, les pays industrialisés se doivent de résister aux pressions en vue de l'application de mesures protectionnistes; ils devraient plutôt se pencher sérieusement sur les moyens de faciliter l'accès à leurs marchés des importations en provenance des pays en développement, initiative qui pourrait ultimement bénéficier à leurs propres consommateurs. Là encore, et il faudra procéder à certains ajustements structurels, et il faudra aider l'opinion publique à prendre conscience que l'expansion à long terme des économies des pays en développement intéresse directement les pays industrialisés.

La sécurité alimentaire est une autre grande question inscrite à l'ordre du jour des négociations globales. Si nous nous confinons à l'inaction, le déficit alimentaire combiné des pays en développement sera de trois à quatre fois plus considérable d'ici à 1990. Nous devons nous entendre sur les moyens d'accroître la productivité alimentaire dans les pays en développement ainsi que sur des politiques démographiques adéquates.

J'ai déjà fait mention du niveau des dépenses mondiales en matière d'armements. Comme l'illustre de façon si frappante le rapport de la Commission Brandt, l'escalade des armements ne menace pas que notre sécurité. Les décaissements énormes destinés à la fabrication et à la vente de ces armes éclipsent déplorablement les crédits consacrés au développement et à la justice économique dans le monde. Et il se peut fort que la privation qui s'ensuivra donnera naissance à des craintes encore plus destructrices que celles issues de la privation des droits civils et politiques.

Avant de conclure, je voudrais faire quelques observations générales sur la perception qu'a le Canada de son rôle, tant dans le cadre de la présente session extraordinaire que de l'important processus de négociation qui va bientôt s'amorcer. À maints égards, notre histoire et notre culture - et notre jeunesse relative - nous ont sensibilisés à bon nombre des réalités propres au Nord et au Sud. La nature nous a comblés de ressources qui nous ont permis de devenir l'une des nations les plus industrialisées du monde. Mais nous demeurons un important exportateur de matières premières et un importateur de capitaux et de

technologie et, à ce titre, nous partageons bon nombre des préoccupations des pays en développement quant au fonctionnement du système international dans ces secteurs. Les Canadiens savent que notre émergence relativement récente du statut colonial aurait fort bien pu être un processus long et coûteux si notre pays n'avait pas disposé des ressources à même lesquelles bâtir une société stable où puissent évoluer des êtres libres et indépendants. Aujourd'hui, nous estimons que nous nous devons d'offrir les mêmes occasions à ces États moins favorisés par la nature ou par l'Histoire, de sorte qu'ils puissent avoir accès aux ressources nécessaires à une croissance et un progrès social ordonnés.

Au début de mes propos, j'ai indiqué que je ferais montre de franchise à l'endroit de mes concitoyens et en leur nom. Eux et moi n'avons pas été pleinement conscients de la gravité et de l'étendue de la misère et des besoins humains, et nous n'avons donc pas structuré nos politiques en conséquence. Je m'engage à me sensibiliser aux besoins de nos frères et soeurs de la Terre et à aider mes concitoyens à faire de même. J'ai la conviction que, forts de cette prise de conscience, nous saurons nous montrer à la hauteur du défi. J'ai aussi la conviction que cette campagne sensibilisera puis mobilisera l'opinion publique de mon pays à l'appui des politiques nécessaires à une participation entière du Canada à la solution de ces problèmes. Si d'autres pays de l'hémisphère nord épousaient la même cause, nous pourrions orienter le cours de l'Histoire.

Depuis son arrivée au pouvoir plus tôt cette année, mon gouvernement procède activement à la revue de ses politiques au chapitre des questions Nord-Sud et est à la recherche de nouvelles approches. Désireux de parvenir à un consensus de tous les partis, nous avons en outre établi un groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud, dont les membres sont ici présents aujourd'hui. Je crois que ce groupe peut apporter une contribution importante au recensement des options de politique et au ralliement de l'appui public.

Dans le cadre de notre campagne de sensibilisation, j'ai l'intention de faire tout particulièrement appel à l'altruisme et à l'idéalisme des jeunes Canadiens, pour qui l'enjeu est le plus grand de toute façon. Nous procéderons également à la création d'un secrétariat chargé de la prospective qui relèvera de l'Agence canadienne de développement international et dont le mandat premier consistera à renseigner nos citoyens, à divers niveaux, sur les grandes questions dont nous sommes ici-même saisis et à inviter ces Canadiens à participer à

leur examen. Mon Ministère est disposé à financer, pour l'essentiel, cette initiative, mais nous espérons que le monde des affaires, les universités, les institutions professionnelles et les associations bénévoles saisiront l'occasion qui leur est offerte de collaborer à cette entreprise.

Il n'est pas nécessaire que ces initiatives se confinent au Canada. Nous sommes disposés à oeuvrer avec les pays industrialisés et en développement pour créer un climat plus propice au genre d'action internationale qui sera nécessaire si nous voulons supprimer la pauvreté dans le monde et offrir une vie meilleure à chaque être humain.

Nous redoublerons également d'efforts pour veiller à ce que les importants problèmes concernant les relations Nord-Sud reçoivent une plus grande attention et soient examinés d'urgence à l'échelle internationale. Nous avons l'intention d'exprimer ouvertement notre point de vue au sein des conseils des pays industrialisés. Dans le cadre des négociations avec les pays de l'hémisphère sud, nous ferons tout en notre pouvoir pour promouvoir l'application de solutions pratiques à des problèmes pressants. En réponse à la proposition de la Commission Brandt en vue de la tenue d'un sommet sur les questions Nord-Sud, nous avons indiqué que nous appuyerions une telle initiative si elle ralliait l'appui international et qu'elle n'était pas un prétexte à rhétorique, mais servait plutôt à mettre en perspective les positions des chefs de gouvernement et à renforcer les négociations globales. La tenue au Canada en 1981 d'un sommet économique réunissant sept pays industrialisés nous donnera également l'occasion, comme il en a été convenu au Sommet de Venise, d'axer l'attention sur les problèmes des pays en développement.

En bref, Monsieur le Président, nous n'avons pas l'intention de fuir nos responsabilités et nous espérons instamment que les autres pays feront de même. Si elles veulent traverser les prochaines décennies, éviter l'escalade de récriminations et d'hostilité, supprimer la pauvreté et l'injustice économique dans le monde et créer un monde meilleur pour tous, les nations du monde devront s'unir et être des Nations Unies non seulement de nom, mais aussi du fait d'une coopération véritable au service d'objectifs mutuellement bénéfiques. Amorçons ce processus dès maintenant.